

PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE 3^{EME} CATEGORIE AVEC RISQUES PARTICULIERS COORDINATION SPS
NIV 3 <

PGC

SIMPLIFIE

LES ROCHERS

Travaux de désamiantage - déplombage, curage et déconstruction d'un bâtiment et d'une annexe

34 avenue. Marechal FOCH

65100 LOURDES



DEKRA Industrial
Centre d'Affaires du Lescourre
5 Rue Satao
64230 LESCAR

Tél. 05.34.47.81.39

Affaire n° : 54131204

Coordonneurs SPS

Conception : PASCAL DOMENGE

Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
17/05/2024	A	Version initiale

Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993, ses décrets d'application et l'arrêté du 25 février 2003 fixant la liste des travaux à risques particuliers

Version du 13 septembre 2016

Sommaire

Préambule.....	5
Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier	6
Présentation du projet	6
• Description succincte du projet.....	6
• Situation géographique	6
• Description synthétique de l'environnement	6
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	7
Intervenants concernés par l'opération	8
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS,	8
• Organismes institutionnels de la prévention	8
• Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage	8
Lot(s) concerné(s) par des travaux à risques particuliers.....	10
Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS	11
Description de l'environnement et des servitudes.....	11
• Par rapport aux interdictions de survol	11
• Par rapport aux transports.....	11
• Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier	11
Description des travaux	12
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers.....	13
• Amiante.....	13
• Plomb.....	13
• Diagnostic avant démolition.....	13
Accès au chantier	14
• Accès piétons.....	14
• Véhicules et personnel	14
• Points particuliers.....	14
• Fléchage - Signalétique d'accès	15
• Affichage.....	15
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier	15
• Constat d'huissier.....	15
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.).....	15
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier	16
• Infrastructures de chantier.....	16
• Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges	16
• Protections collectives.....	16
Voirie et réseaux divers préalables aux travaux	16
Installations de chantier.....	16
• Plan d'installation de chantier.....	16
• Recherche des zones d'installation du cantonnement	16
• Clôtures	16



• Affectation des installations de chantier.....	17
• Dimensionnement du cantonnement.....	17
• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel.....	17
• Secours.....	17
• Nettoyage et entretien du cantonnement.....	17
Autorisations administratives et démarches diverses	18

Mesures propres à prévenir les travaux à risques particuliers découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier 19

1°a - Travaux présentant des risques de chute de hauteur	19
1°b - Travaux présentant des risques d'ensevelissement ou d'enlèvement	22
2° - Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques	22
3° - Travaux de confinement ou de retrait de l'amiante friable	22
Travaux de traitement du plomb.....	24
4° - Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée	26
5° - Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la TBT et travaux à proximité de lignes électriques	26
6° - Travaux exposant à des risques de noyade.....	26
7° - Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre	26
8° - Travaux en plongée appareillée	26
9° - Travaux en milieu hyperbare	27
10° - Travaux de démolition, ... volume initial hors oeuvre > à 200 m3	27
11° - Travaux comportant l'usage d'explosifs	29
12° - Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds	29
13° - Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité > à 60 t x m	29

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier 34

Respect des contraintes du site	34
• Horaires de chantier imposés.....	34
• Horaires et contraintes de livraisons.....	34
Site en exploitation	35

Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant 36

Nettoyage du chantier	36
• Règles générales de nettoyage du chantier.....	36
Démarche environnementale, tri des déchets.....	36
• Objectifs.....	36

Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière..... 37

Organisation des secours.....	37
Sauveteurs Secouristes du Travail (SST)	39
Infirmier.....	39
Dispositions en cas de travail isolé	39
Risque incendie	39

Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants 40

Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	40
--	----



• Les principales obligations de l'entrepreneur désigné par le maître de l'ouvrage	40
• Etablissement obligatoire d'un PPSPS simplifié	40
• Délais et règle de diffusion du PPSPS simplifié	40
Visite d'inspection commune	41
Sous-traitant	41
Travailleurs Indépendants	41
Travail dissimulé	41
Prêt de main d'oeuvre	42
Recensement des accidents du travail	42
Annexes	43
• - 01 : Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage	43
• - 02 : Demande de rendez-vous pour la visite d'inspection commune	43
• - 03 : Documents et procédures nécessaires à l'établissement du DIUO en fin de travaux	43
• - 04 : Installations obligatoires sur les chantiers du BTP	43
• - 05 : Fiche « en cas d'accident »	43
• - 06 : Plan d'Installations Chantier	43
• - 07 : Diagnostics avant travaux	43



Préambule

Le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est un document qui doit prendre en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence de travaux présentant des risques particuliers avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énumérés dans la même liste.

Le PGC simplifié est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC simplifié, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé (PPSPS simplifié).

Le PGC simplifié est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC simplifié à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;*
- des membres des CSSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;*
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTB.*

Le PGC simplifié est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitantes) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé (PPSPS simplifié), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).



Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier

PRESENTATION DU PROJET

Description succincte du projet

Les travaux consistent en la réalisation des travaux de désamiantage, de déplombage et de déconstruction d'une maison en R+1 et d'un hangar.

Situation géographique

Bâtiment situé au 34 avenue. Marechal FOCH (Parcelle CT0077 et légère emprise sur voisine CT0078), 65 100–LOURDES.



Description synthétique de l'environnement

Le bien se trouve en zone urbanisée moyennement dense et fait partie d'un ensemble foncier constitué de 5 parcelles cadastrales qui sont propriété de l'EPF (CT0077 et un lot de la copropriété située sur la parcelle CT0077) ou en cours d'acquisition (CT0078, CT0076, CT0075 et reste de la copropriété située sur la parcelle CT0074)).

On distingue :

A l'Est :

- Un immeuble R+3 donnant sur l'avenue Foch CT0074)

A l'arrière sur la partie Ouest de l'unité foncière :

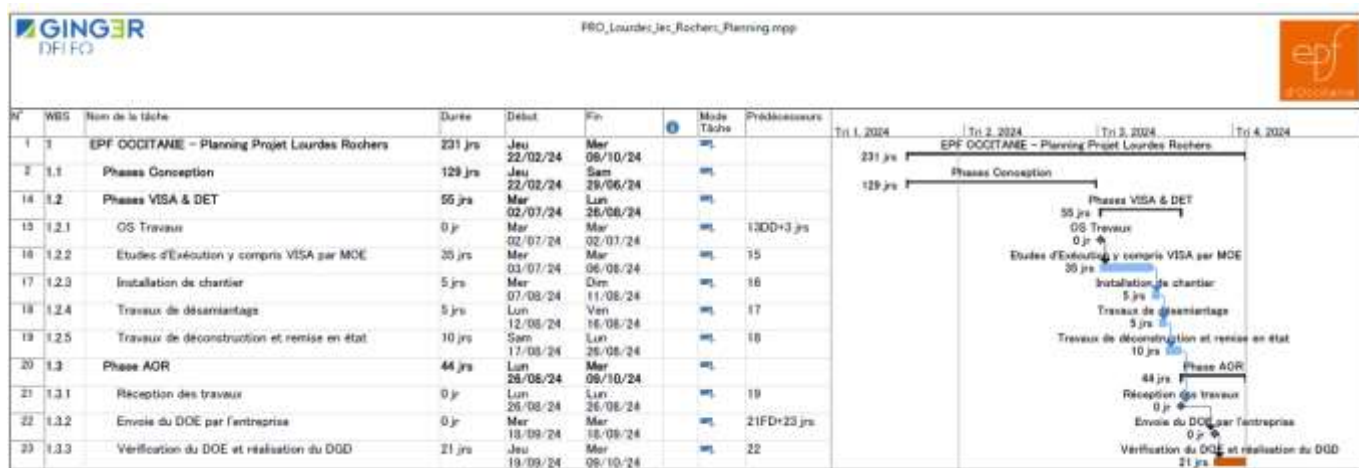
- Un ensemble de 5 garages (CT0076)
- La maison et le hangar objet des travaux (CT0077 et légère emprise sur voisine CT0078)
- Un ensemble de garages à l'Ouest (T0078)



Phasage des travaux et calendrier prévisionnel




Les travaux se dérouleront dans un délai global de 2 mois avec une période de préparation de 1 mois comprise dans ce délai.

Voir planning MOE



INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION

Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...

Intervenants	Représentant	Téléphone Email
Maître d'ouvrage		
 ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER OCCITANIE Batiment 19 Parc Club du Millenaire 1025 Avenue Henri Becquerel 34000 MONTPELLIER	Mme Claire STCHENPINSKY	06 58 57 93 66 claire.stchenpinskyt@epf-occitanie.fr
Maître d'œuvre		
 GINGER DELEO 2 AVENUE DE FLOURENS 31130 BALMA	M Sébastien PARFAIT	07 78 63 04 80 s.parfait@groupeginger.com
Coordonnateur SPS		
 DEKRA Industrial AGENCE NOUVELLE AQUITAINE Centre d'Affaires du Lescourre 5 Rue Satao 64230 LESCAR	<u>Titulaire :</u> C : PASCAL DOMENGE <u>Suppléant :</u> C : STEPHANIE MENDES	05.34.47.81.39 06 12 04 89 99 pascal.domenge@dekra.com

Organismes institutionnels de la prévention

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
CARSAT MIDI PYRENEES		
Service Prévention 2 rue Georges Vivent 31065 TOULOUSE	CRAM	05 62 14 29 42 05 62 14 26 92 btp.prev@carsat-mp.fr
OPPBTP		
Agence Midi Pyrénées 3, chemin Pigeonnier de la Cépière BP 53645 31036 TOULOUSE CEDEX 1		05 61 44 52 62 05 61 76 13 27 toulouse@oppbtp.fr
DDETS 65		
Cité administrative Reffye Rue Amiral Courbet 65017 TARBES CEDEX 9		05 62 56 65 65 05 62 46 42 18 ddetspp@hautes-pyrenees.gouv.fr

Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Voir en annexe 1 du présent PGC simplifié la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.



RAPPEL :

PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Art. Loi 4121-1 n° 91 1414 du 31/12/1991
et
Art. Loi 4531-1 et 2 n° 93 du 31/12/1993
Applicables aux opérations de construction de bâtiment et de génie civil.

		MOA	MOE	CSPS	Entreprise	Travailleur Indépendant
		L 4531-1	L 4531-1	L 4531-1	L 4531-1 et 2	L 4534-1 L 4534- 18
1	Evter les risques	X	X	X	X	X
2	Evaluer les risques qui ne peuvent être évités	X	X	X	X	X
3	Combattre les risques à la source	X	X	X	X	X
4	Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail, des méthodes de travail et de production en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé				X	
5	Tenir compte de l'évolution de la technique	X	X	X	X	X
6	Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou ce qui est moins dangereux	X	X	X	X	X
7	Planifier la prévention en y intégrant de manière cohérente, la technique et l'influence des facteurs ambiants	X	X	X	X	
8	Prendre des mesures de protection collectives en leur donnant la priorité sur des mesures de protection individuelles	X	X	X	X	
9	Donner les instructions appropriées aux salariés				X	



Lot(s) concerné(s) par des travaux à risques particuliers

Lot(s) concerné(s) par des travaux à RP	Réf.	Travaux comportant des risques particuliers conformément à l'arrêté du 25 février 2003	Lot(s) intervenant en co-activité avec un lot avec RP
Titulaire du marché	1°a	Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : - à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres (1), au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;	
Lot n° ...	1°b	Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : - à des risques d'ensevelissement ou d'enlèvement.	
néant	2°	Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article R. 4624-19, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles R. 4411-44 et R. 4426-7	
Titulaire du marché	3°	Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable, au sens du décret du 7 février 1996 (2).	
néant	4°	Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret 28 avril 1975 susvisé.	
néant	5°	Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées.	
néant	6°	Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade.	
néant	7°	Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre	
néant	8°	Travaux en plongée appareillée	
néant	9°	Travaux en milieu hyperbare	
Titulaire du marché	10°	Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes	
néant	11°	Travaux comportant l'usage d'explosifs	
néant	12°	Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 (3) du décret du 8 janvier 1965 susvisé	
néant	13°	Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t x m, tels que grues mobiles ou grues à tour	

(1) l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965, a été abrogé par le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, l'article 4253-58 du code du travail ne fait pas référence au risque de chute de hauteur de plus de 3 mètres pour prescrire la mise en œuvre de protections collectives. Dans l'évaluation du risque, le critère de hauteur n'est pas seul pertinent, une chute de hauteur inférieure pouvant en fonction des conditions d'environnement avoir des conséquences plus importantes.

(2) le décret du 7 février 1996 a été abrogé, par le décret du 30 juin 2006. Le décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 a supprimé la notion de matériaux « friables » et « non friables ».

(3) le décret du 8 janvier 1965 a été abrogé, l'article 170 a été re-codifié à l'article R. 4534-103 du code du travail.



Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

Le projet est situé en zone urbaine (Ville de Lourdes). Le titulaire du marché devra s'assurer que le chantier ne représente aucun danger envers le public, les riverains et les voies de circulation (bruits, salissures, détérioration des abords du site, difficultés d'accès..).

Le titulaire du marché devra l'ensemble de la signalisation du chantier. Cette signalisation devra demeurer pendant toute la durée des travaux.

Lors des travaux de déconstruction, l'entreprise devra mettre en place les mesures nécessaires afin d'éviter tout risque envers les riverains notamment les risques de projections et chutes de matériaux.



Par rapport aux interdictions de survol

Interdiction absolue de survol par tout type d'appareil de levage des bâtiments, de voies ouvertes à la circulation et de réseaux aériens.

Par rapport aux transports

Il n'est pas prévu de déviation de circulation pouvant entraîner une modification des circuits de transports en commun.

Toute manœuvre devra être guidée.

Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier

Le MOE précise que le bâtiment n'est pas alimenté en gaz, eau, électricité.

L'entrepreneur devra le cas échéant, dès la localisation d'une canalisation ou d'un câblage non connu, avertir immédiatement le MOE et les services techniques compétents. Il assurera la vidange et le dégazage éventuels des canalisations rencontrées.

Un bouchonnage ou une fermeture pérenne sera mis en place sur chacun des éventuels réseaux en limite de parcelle.

Travaux intérieurs : désamiantage / déplombage / curage

Avant toutes interventions, l'entreprise titulaire du marché devra s'assurer auprès du MOA et MOE que l'ensemble des réseaux est inactif.

Une consignation des réseaux devra être réalisée si présence de réseaux encore actifs.

Travaux extérieurs : démolition / dépose fondations

L'entreprise titulaire du marché prendra connaissance des réseaux existants par l'intermédiaire des D.I.C.T. à déposer auprès de chaque concessionnaire.

Un repérage des réseaux (+ matérialisation) devra être effectué avant le démarrage des travaux.

DESCRIPTION DES TRAVAUX

Les travaux consistent en la réalisation des travaux de désamiantage, de déplombage et de déconstruction d'une maison en R+1 et d'un hangar.

Les ouvrages à déconstruire sont composés :

- D'une maison avec une surface au sol d'environ 124 m², sur la parcelle CT0077
- D'un hangar avec une surface au sol d'environ 110 m², sur les parcelles CT0077 et CT0078



Travaux à réaliser dans le cadre du projet :

- Curage et désencombrement du site
- Débroussaillage de la parcelle
- Retrait des éléments et matériaux contenant de l'amiante
- Retrait des éléments et matériaux contenant du plomb
- Déconstruction

Les ouvrages seront démolis, y compris leurs infrastructures et leurs fondations.

Le terrain sera remis en état par un remblaiement des surfaces au nivellement général de la plateforme suivant les altimétries existant de chacune des deux parcelles.

PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

Amiante

- Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et l'identification des matériaux contenant de l'amiante sont joints au PGC.
- Le Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'un immeuble bâti N° **EPFOCC_20240108_DEML** en date du **08/02/2024** fait apparaître la présence de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Extrait du rapport :

Rapport de repérage amiante Dossier n° EPFOCC_20240108_DEML	
C. Conclusions du rapport	
Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante : (Dans le cas d'un matériau multicouche (séparés par un « + »), la présence d'un « (A) » ou « (a) » indique la ou les couche(s) contenant de l'amiante)	
Conduit fibres-ciment (Après analyse en laboratoire) Localisation : Cuisine	Conduit fibres-ciment (Après analyse en laboratoire) Localisation : Hangar
Conduit fibres-ciment (Après analyse en laboratoire) Localisation : Extérieur - Façade	Plaque fibres-ciment vertes (Après analyse en laboratoire) Localisation : Extérieur - Façade
Linoléum + colle (A) (Après analyse en laboratoire) Localisation : Etage - Chambre 6	

Il est impératif d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits amiantés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

- Un repérage complémentaire sera réalisé à la charge du maître d'ouvrage après les travaux afin de compléter le DTA et de le joindre au DIUO dans le cas où des matériaux résiduels contenant de l'amiante pourraient subsister après travaux.

Plomb

- Voir diagnostic Plomb avant réalisation de travaux N° **EPFOCC_20240108_DEML** en date du **08/02/2024**.
- Le diagnostic d'accessibilité au plomb révèle la présence de peintures dont les concentrations en plomb sont supérieures à la valeur maximale fixée par la réglementation et dont l'état rend le plomb accessible.
-

Le rapport de repérage plomb présenté conclue en la présence des matériaux suivants :

Abords immédiats du/des bâtiment(s)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés	Localisation
Salon Maison Zone B	Peinture	Fenêtre intérieur et fenêtre extérieur
Cuisine zone D	Peinture	Fenêtre intérieur et fenêtre extérieur
Cuisine	Peinture	Cheminée
Pièce 1 zone D	Peinture	Fenêtre intérieur et fenêtre extérieur
Etage chambre 3 zone C	Peinture	Fenêtre intérieur et fenêtre extérieur
Etage chambre 4 zone C	Peinture	Fenêtre intérieur et fenêtre extérieur
Etage WC	Peinture	Fenêtre intérieur et fenêtre extérieur
Etage chambre 5 zone C	Peinture	Fenêtre intérieur et fenêtre extérieur et Garde-corps
Etage chambre 6 zone C	Peinture	Fenêtre intérieur et fenêtre extérieur et Garde-corps
Pièce 1	Tuyau	Intérieur (Non mentionné dans le rapport d'AED)

L'entreprise doit réaliser le retrait des équipements et matériaux contenant du plomb ; ainsi le titulaire procèdera au démontage des volets et des gardes corps.

Diagnostic avant démolition

- Depuis le 1^{er} juillet 2012, un diagnostic sur la gestion des déchets issus de la démolition est à établir par le maître de l'ouvrage avec l'évaluation des filières de recyclage, conformément au décret n° 2011-610 du 31 mai 2011.



ACCES AU CHANTIER

Accès piétons

Les accès du personnel au chantier et aux cantonnements seront clairement indiqués sur le plan d'installation de chantier. Les cheminements devront être sécurisés et maintenus propres.

Véhicules et personnel

Une signalisation sera à mettre en place par le titulaire du marché.

Attention lors des circulations : accès commun avec certains riverains.



Les Entreprises devront utiliser des véhicules et engins de chantier adaptés en dimensions, charges et motricité et disposant des dispositifs réglementaires de signalisation et d'alarme sonore.

Les entreprises intervenantes auront la charge du nettoyage des voies environnantes en cas de pollution. Ces entreprises veilleront en outre à ne pas dégrader le revêtement et si nécessaire à en effectuer les réparations. Les entreprises intervenantes veilleront à ce que seules les personnes et véhicules autorisés puissent accéder sur les zones de travaux.

Le CSPS demande qu'une attention particulière soit apportée à la communication auprès des conducteurs de PL chargés des transports.

Les manœuvres et notamment les marches arrière s'exécuteront sous le contrôle d'un homme trafic spécialement désigné et formé à cet effet.

Laisser en permanence une voie circulaire pour les passages de véhicules prioritaires.

Points particuliers

L'accès au chantier, la sortie et les évacuations de déchets seront réalisés par la rue des rochers. **accès interdit via l'avenue Maréchal Foch.**



A noter que conformément au PPIC (Plan de Principe d'Installation de Chantier) l'accès se fera en marche arrière pour permettre de repartir plus facilement : aucun demi-tour n'est possible sur la parcelle.

Pour permettre d'accéder aux parcelles depuis la rue des Rochers, le titulaire procédera à la dépose du poteau et du portail présent sur la parcelle 0078 conformément au PPIC.

L'entrée et la sortie d'engins seront gérées par un homme trafic qui s'assurera du respect des conditions de sécurité lors des manœuvres ainsi que de la propreté des véhicules en sortie de chantier.

Fléchage - Signalétique d'accès

L'itinéraire d'accès devra être fléché de façon précise afin d'éviter toute manœuvre et circulation inutile susceptible d'exporter des risques vers la circulation publique et de détériorer les voiries existantes.

Ce fléchage sera réalisé à la charge de l'entreprise titulaire du marché.

Chaque entrepreneur informera ses salariés / fournisseurs / ... du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

Affichage

Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles depuis la voie publique. (à positionner rue des rochers et avenue Maréchal Foch suivant directives du MOE)

Fourniture, pose, dépose et évacuation du panneau à charge de l'entreprise titulaire du marché

Le panneau ne devra représenter aucun danger envers le public notamment en cas de mauvaises conditions météo.

Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisés à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locataires, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) devront être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention.

L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.

Les intervenants sur le chantier devront être en possession de leur carte professionnelle.

Constat d'huissier

Avant tout démarrage des travaux l'entreprise titulaire du marché aura à sa charge l'établissement d'un constat d'huissier contradictoire avec les personnes concernées.

Ces constats porteront au minimum sur :

- Les VRD et le mobilier urbain directement attenants aux accès du chantier ;
- Les enrobés conservés des voiries ;
- Les bordures de trottoirs, tampons, avaloirs, voies publiques (ou privées) susceptibles de faire l'objet de manœuvre d'engins ;
- Le cheminement d'accès et sortie du chantier (rue des rochers)
- Immeuble et en particulier la coursive sud de la parcelle CT 0025
- Garages non démolis présents à l'ouest de la parcelle CT 0078.
- La parcelle CT 0075, qui est une zone de servitude pour accéder aux parcelles faisant l'objet des travaux

La remise en état des éléments dégradés sera à la charge de l'entreprise responsable.

Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.



UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER

Infrastructures de chantier

Le titulaire du marché aura à sa charge la mise en place des infrastructures de chantier pour l'ensemble des intervenants (cantonnement, l'ensemble des installations réglementaire de chantier) **jusqu'à la fin du chantier.**

Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges

A la charge de l'entreprise titulaire du marché

Protections collectives

Le titulaire du marché aura à sa charge la mise en place et le maintien des protections collectives du chantier.

VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX

Sans objet pour le projet

INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les travaux proprement dits ne pourront débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux.

Plan d'installation de chantier

Le plan d'installation de chantier sera établi par l'entreprise du marché en prenant en compte le plan de principe diffusé par le MOE.

Recherche des zones d'installation du cantonnement

Le plan d'installation de chantier précisera :

- Les accès chantier.
- L'implantation de la clôture de chantier.
- Le positionnement du cantonnement de chantier
- L'utilisation des locaux existants comme cantonnement de chantier (sanitaires).
- Les installations complémentaires s'il y a lieu.
- Les lieux d'approvisionnement, de stockage des matériaux et du matériel.

Clôtures

Pendant toute la durée des travaux, l'entreprise titulaire du marché mettra en œuvre les clôtures de chantier conformément aux périmètres chantier. Ces clôtures seront de type HERAS grillagé de 2 m de hauteur, menottées en tête et en pied et avec des jambes de force tous les 10 m afin d'assurer leur stabilité et de les renforcer contre leur prise au vent.

L'entreprise réalisant la clôture aura à sa charge le portail avec système de fermeture ainsi que l'entretien ou le déplacement éventuel dans le cadre de modification de l'emprise de la zone des travaux, pendant toute la durée de l'exécution des travaux.

En fin d'intervention, des clôtures seront à poser au niveau du mur Nord des ouvrages qui auront été arasés au niveau du muret en amont.

L'entreprise titulaire du marché assurera chaque jour l'ouverture et la fermeture de l'accès chantier.

Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier seront réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

Nature de l'installation	Réalisée par	A charge
Création de l'ensemble des voiries de chantier, y compris zones de parking	Titulaire marché	Titulaire marché
Clôtures, portails avec signalisation de sécurité du chantier	Titulaire marché	Titulaire marché
Réseaux divers existants à protéger	Titulaire marché	Titulaire marché
Plates-formes pour zones de stockage (même provisoire) et zone de cantonnement	Titulaire marché	Titulaire marché
Cantonnement chantier : vestiaire / réfectoire / sanitaires Une roulotte VRS pourra être positionnée sur chantier au vue de la durée de l'intervention et de la durée du chantier. La roulotte de chantier devra être autonome en énergie. (eau / électricité)	Titulaire marché	Titulaire marché
Bennes à déchets	Titulaire marché	Titulaire marché

Le titulaire du marché devra respecter la réglementation en vigueur concernant les installations de chantier : voir annexe du présent PGC.

En cas de présence de personnel féminin prévoir des installations complémentaires (vestiaires, sanitaires,...)

Dimensionnement du cantonnement

Le cantonnement sera dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier.

Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel. A charge du titulaire du marché.

Secours

Les consignes d'alerte de 1er secours seront affichées dans bureau de chantier. (A charge de l'entreprise titulaire du marché)

Le personnel intervenant devra être équipé de téléphone portable

Le titulaire du marché mettra à disposition du chantier une trousse de secours dans la base vie.

Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage quotidien et l'entretien du cantonnement seront réalisés par les entreprises concernées par le tableau suivant :

Nature de l'intervention	Réalisée par
Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène jusqu'à la fin du chantier.	Titulaire marché
Maintien de la propreté des locaux chantier et équipements après chaque utilisation : sanitaires / réfectoire / vestiaires. (Les consommables pour effectuer ce « nettoyage » seront également laisser à disposition des salariés .)	Par chaque utilisateur avec port des EPI adaptés
Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette)	Titulaire marché



AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

<i>Démarches administratives</i>	<i>Services concernés</i>	<i>Réalisées par :</i>
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains, aériens
Autorisation de voirie pour travaux sur la voie publique	Services techniques ville de Lourdes	Entreprise titulaire du marché
Autorisation administrative diverse	Service local	Entreprise titulaire du marché



Mesures propres à prévenir les travaux à risques particuliers découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier

Conformément à l'article R. 4532-52 du code du travail, le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé doit prendre en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence de travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énumérés dans la même liste.

Les lots comportant des travaux à risques particuliers ont été recensés au chapitre « **Lot(s) concerné(s) par des travaux à risques particuliers** », lors de la phase conception. Si au cours des travaux, il s'avérait qu'une entreprise exécute des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste de l'arrêté du 25 février 2003, elle devra le signaler au coordonnateur SPS et notamment lors de la visite d'inspection commune.

1°A - TRAVAUX PRESENTANT DES RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR

Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

- à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres*, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;

** l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965, a été abrogé par le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, l'article 4523-58 du code du travail ne fait pas référence au risque de chute de hauteur de plus de 3 mètres pour prescrire la mise en œuvre de protections collectives.*

Dans l'évaluation du risque, le critère de hauteur n'est pas seul pertinent, une chute de hauteur inférieure pouvant en fonction des conditions d'environnement avoir des conséquences plus importantes.

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Travaux en hauteur de toute nature : - à l'intérieur des locaux : / Risque de chute de hauteur, de chute de matériel	Installation de sécurités collectives réglementaires sur les accès et les postes de travail en fonction de la hauteur d'intervention : - Travaux de faible hauteur ; des plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m ; Suivant le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective. - Hauteur > de 2,50 m ; Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe. En fonction du risque exporté la zone de travaux sera isolée par un balisage et une signalisation de sécurité.	Entreprises réalisant des travaux en hauteur
Travaux en hauteur à l'extérieur du bâtiment / Risque de chute de hauteur, de chute de matériel	Installation de sécurités collectives réglementaires sur les accès et les postes de travail en fonction de la hauteur d'intervention : - Travaux de faible hauteur ; des plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m ; Suivant le décret n° 2004-924 du 1 ^{er} septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective. - Hauteur > de 2,50 m ; Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son	Entreprise réalisant des travaux en hauteur à l'extérieur du bâtiment



Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
	utilisation et des hauteurs d'intervention. En fonction du risque exporté la zone de travaux sera isolée par un balisage et une signalisation de sécurité. Aucune intervention ne pourra s'effectuer lorsque les conditions climatiques sont défavorables rendant la surface de la toiture glissante.	

Vérification et réception des échafaudages

Cette réglementation s'applique aux échafaudages utilisés sur les chantiers. Avant leur mise ou remise en service, les échafaudages doivent être examinés dans toutes leurs parties en vue de s'assurer qu'ils sont conformes aux prescriptions.

Les dispositions relatives à la vérification et à la réception sont les suivantes :

Construction ou modification d'un échafaudage

Les échafaudages ne peuvent être construits, démontés ou sensiblement modifiés que :

- ♦ sous la direction d'une personne compétente, (personnel formé et habilité)
- ♦ et par du personnel compétente et habitué à ce genre de travail. (personnel formé et habilité)

Mise en place d'un panneau de réception

Dès la fin du montage de l'échafaudage, l'entreprise qui a assuré la construction doit mettre en place un panneau de réception sur l'équipement.

Ce panneau doit indiquer dans un premier temps que l'échafaudage n'est pas encore conforme et que son utilisation est interdite.

Le panneau doit être inamovible par rapport à l'ouvrage et doit permettre d'insérer la fiche de conformité

Vérification de la conformité technique de l'échafaudage

L'examen de conformité doit être réalisé avant toute utilisation par une personne compétente.

Dès la fin de cet examen, le contrôleur doit insérer dans le panneau de réception la « fiche de conformité technique » qu'il aura préalablement signée.

Une personne compétente désignée par le demandeur doit également réceptionner l'échafaudage et signer la fiche de conformité technique avant toute utilisation.

Utilisation de l'échafaudage

Chaque entreprise utilisatrice doit s'assurer, avant d'autoriser l'usage par son personnel d'un échafaudage, construit ou non par ses soins, que ce dernier répond aux exigences de la réglementation.

Le Chef d'Entreprise doit désigner une personne compétente pour réceptionner l'équipement avant de l'utiliser et s'engager en même temps à ne pas le modifier. (personnel formé et habilité)

Après contrôle, cet agent mentionnera sur la fiche de conformité technique le nom de sa Société, son propre nom, la date et apposera sa signature.

Utilisation de Plates-formes Elévatrices Mobiles de Personnes (Nacelles)

Textes de références

- Décret n° 98-1084 du 02.12.98
- Recommandation de l'INRS R386

Vérification pour utilisation d'une nacelle

Une vérification quotidienne de la nacelle sera réalisée par l'entreprise utilisatrice.

Port du casque et du harnais de sécurité

Le personnel à bord de la plate-forme de travail de la nacelle devra porter un casque avec jugulaire et un harnais de sécurité qui devra être accroché au point d'ancrage du panier de la nacelle (si prévu par le constructeur) . Ce harnais devra être à jour de son contrôle sécurité réglementaire.

Ce personnel devra toujours rester sur le plancher de la plate-forme, ne jamais s'asseoir ou grimper sur le garde-corps et ne pas utiliser un escabeau ou une échelle à l'intérieur de celle-ci.

Dispositions à respecter pendant l'utilisation d'une nacelle

Conditions de vent

Lorsque la vitesse du vent dépasse la vitesse limite fixée par le constructeur, l'utilisation de la nacelle est interdite.

Conduite en cas d'orage

Lorsqu'il y a un risque d'orage, l'utilisation de la nacelle est interdite.

Travaux à proximité d'une ligne électrique

Lorsque le travail se trouve à proximité d'une ligne électrique, aucune partie de l'appareil, ni aucun outil, ne doit se trouver à moins de :

- ♦ 3 m pour une ligne sous tension inférieure à 50 000 V
- ♦ 5 m pour une ligne sous tension supérieure à 50 000 V

Déplacement des PEMP

Le déplacement en position déployée est interdit, il doit se faire en position basse avec une seule personne à bord.

Vérification de la portance du sol et de l'encombrement de la zone d'évolution de la nacelle avant démarrage des travaux.

Rappel des règles

- Engin à jour des vérifications, et conduit par des chauffeurs habilités et formés : autorisation de conduite de l'employeur disponible sur le chantier.
- Les zones de travail seront balisées : pas de superposition de tâches
- Présence d'un surveillant nacelle au sol (habilité)
- Rappel : la nacelle n'est pas un moyen de levage ou de manutention : pas de charge à l'intérieur / pas de levage ou tirage de charge depuis le panier.



1°B - TRAVAUX PRESENTANT DES RISQUES D'ENSEVELISSEMENT OU D'ENLISEMENT

Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

- à des risques d'ensevelissement ou d'enlèvement.

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		

2° - TRAVAUX EXPOSANT LES TRAVAILLEURS A DES SUBSTANCES CHIMIQUES OU A DES AGENTS BIOLOGIQUES

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		

3° - TRAVAUX DE CONFINEMENT OU DE RETRAIT DE L'AMIANTE FRIABLE

Le décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 ne faisant plus la distinction entre matériaux « friables » et « non friables ». Il a donc été pris en compte dans le présent PGC simplifié que toute action ou intervention sur tout matériau contenant de l'amiante, l'application stricte du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 sur les risques d'exposition à l'amiante.

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres	L'entreprise effectuant le retrait de l'amiante devra certifiée et son personnel formé. L'ensemble des travaux présentant un risque d'exposition à l'amiante devra être réalisé dans des zones totalement isolées sans aucune co-activité. L'ensemble des procédures de dépose, d'évacuation et de suivi des déchets concernés devra impérativement suivre la Section 3 : Risque d'exposition à l'amiante, articles R. 4412-94 à 148 du code du travail.	Entreprise de désamiantage
Etablissement d'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation (sous-section 3)	L'entreprise établit un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation en fonction de l'évaluation des risques et conformément aux articles R. 4412-133 à 138 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment : <ul style="list-style-type: none"> - Le type et les quantités d'amiante manipulés ; - Le lieu où les travaux sont réalisés, la date de commencement, la durée probable et le nombre de travailleurs impliqués ; - Les méthodes de mise en œuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant ; - Les caractéristiques des équipements à utiliser pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ; - La fréquence et les modalités des contrôles réalisés sur le chantier ; - Les durées et temps déterminés en tenant compte de la pénibilité de chaque tâche ; - .../... Le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation établi par l'entreprise sera adressé à l'inspection du travail et aux	Entreprise de désamiantage



Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
	organismes de prévention, 1 mois avant le démarrage des travaux.	
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par l'entreprise de désamiantage	<p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par l'entreprise effectuant les travaux de désamiantage (sous-section 3) dans le cadre de la protection des travailleurs et de leur environnement :</p> <p>– Pendant les travaux de désamiantage,</p> <ul style="list-style-type: none"> • mesures de l'exposition du personnel manipulant ou intervenant sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante suivant la VLEP de l'article R. 4412-100 du code du travail ; • mesures dans l'environnement (en ambiance) "1° Dans la zone d'approche de la zone de travail ; 2° Dans la zone de récupération ; 3° En des points du bâtiment dans lequel se déroulent les travaux ; 4° A proximité des extracteurs dans la zone de leur rejet ; 5° En limite de périmètre du site des travaux pour les travaux effectués à l'extérieur." selon l'article R. 4412-128 du code du travail ; <p>– Avant démantèlement de l'isolement,</p> <ul style="list-style-type: none"> • prélèvement d'air en zone : Mesure dite «de 1^{ère} restitution» suivant article R. 4412-140 du code du travail (+ article 12 de l'arrêté du 08 avril 2013 / MPC). 	Entreprise de désamiantage
<p>Mesures de prélèvement atmosphérique dues par le maître d'ouvrage</p> <p>Sans objet pour le projet</p>	<p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par le maître d'ouvrage, dans le cadre de son évaluation des risques et de son devoir d'information :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Après intervention en sous-section 3, et avant prise de possession des lieux par les entreprises de Corps d'Etat Secondaires, mesure communément appelée «fin de chantier amiante»; • Avant restitution des lieux au public dans le cadre d'un ERP ou aux travailleurs dans le cadre d'un établissement lieu de travail (occupants habituels des locaux) : «Mesure dite de 2^{ème} restitution» suivant article R. 1334-29-3 du code de la santé publique / MPCA Listes A & B. 	Maître d'Ouvrage



TRAVAUX DE TRAITEMENT DU PLOMB

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de retrait et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles contenant du plomb Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres	L'entreprise effectuant le retrait du plomb devra : L'employeur est tenu d'organiser, en liaison avec le CHSCT ou, à défaut les délégués du personnel et avec le médecin du travail, une formation à la sécurité et une information, pour les travailleurs susceptibles d'être exposés à l'action d'agent cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction, dont le plomb fait partie. Formation et information sur les risques liés à cette exposition doivent être renouvelées périodiquement, et adaptées à l'évolution du risque (art.R.4412-38, R.4412-86, R.4412-93) . Une notice doit être adaptée à chaque poste de travail (art. R.4412-39)	Entreprise concernée
Etablissement d'un mode opératoire	L'entreprise établit un mode en précisant notamment : <ul style="list-style-type: none"> – La nature de l'intervention ; – Les matériaux concernés ; – Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ; – Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39 – Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ; – Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ; – Les procédures de gestion des déchets ; 	
Surveillance Médicale	<ul style="list-style-type: none"> • Un travailleur ne peut être affecté à des travaux mettant en œuvre du plomb que s'il a fait l'objet d'un examen préalable par le médecin du travail, comprenant un examen clinique et une surveillance biologique, et si la fiche d'aptitude atteste qu'il ne présente pas de contre indication médicale à ces travaux (art. R.4412-44) • Une surveillance médicale renforcée est assurée si l'exposition à une concentration plomb supérieure 0.05mg/m³ sur 8heures est constatée, ou lorsque le taux de plombémie dépasse 200 micro gramme/l pour les hommes et 100 micro gramme/l pour les femmes (art. R.4412-160) • Une fiche d'exposition est établie pour chaque travailleur : <ul style="list-style-type: none"> ○ Elle comprend les informations sur la nature du travail effectué, les dates et résultats des contrôles d'exposition (art .R.4412-40 à R.4412-43) 	
Hygiène	Vestiaires : Deux vestiaires collectifs doivent être mis à la disposition du personnel, l'un « propre » et l'autre « sale », ils sont séparés par des douches (art. R.4412-156) Toilette : Des douches, associées aux vestiaires collectifs, sont à la disposition des travailleurs soumis au risque plomb. Les douches doivent être utilisées à chaque fois que les travailleurs retirent leurs vêtements de travail souillés par le plomb.	



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>Repas : La consommation de nourriture et de boisson ne doit s'effectuer que dans des zones non polluées et équipées d'installations sanitaires Pour rappel : il est interdit de boire, manger, fumer, priser et mâcher des gommes dans les locaux susceptibles de présenter des risques dus au plomb.</p> <p>Vêtements : Les vêtements de travail souillés par le plomb ne doivent pas être portés en dehors du lieu de travail. C'est l'entreprise qui en assure l'entretien et le lavage fréquent.</p>	
Protections collective et individuelle	<p>Généralités : Les travaux exposant au plomb doivent se faire en système clos et étanche. En cas d'impossibilité, les emplacements de travail doivent être équipés de moyens efficaces assurant l'évacuation des poussières, des fumées et des vapeurs de plomb (Aspiration à la source puis rejet après filtration) S'il est impossible d'assurer une ventilation efficace des lieux de travail, le personnel exposé doit porter un appareil de protection respiratoire. Si la durée des travaux ne doit pas excéder une journée, cette protection peut être également utilisée. Il doit être fourni à chaque travailleur exposé au plomb des gants en matière imperméable aux produits manipulés, des vêtements de protection, une coiffure et des bottes ou chaussures de sécurité.</p> <p>Protection des voies respiratoire : Sur chantier, l'opérateur doit porter un appareil de protection respiratoire qui sera choisi en fonction des travaux et modes opératoires retenus, après analyse des risques.</p> <p>Nettoyage des lieux de travail : Les poussières seront captées à l'aide d'aspirateurs industriels munis de filtres type EU9 à EU14 Les lavages seront effectués à l'aide : <ul style="list-style-type: none"> - D'injecteurs-extracteurs, - De nettoyeurs à haute pression (Vigilance au niveau du brouillard pouvant contenir des poussières de plomb) - Eponges </p>	
Evacuation et Stockage des déchets	<p>Stockage Les déchets doivent être évacués de manière continue hors du lieu de production au minimum tous les soirs et si possible à mi journée. Ils seront stockés à proximité dans un local fermant à clef et emballés dans des sacs et récipients étanches étiquetés.</p> <p>Traitement des déchets <ul style="list-style-type: none"> - En centre de traitement agréé pour les débris et poussières de plomb. - En installation de stockage de déchets non dangereux pour les éléments intégrés en bois ou métalliques, éléments en plâtre, revêtu de peinture au plomb, après ensachage. - En installation de stockage de déchets inertes pour les matériaux intègres (Pierre, briques, bloc de béton, sauf plâtre) revêtus de peinture au plomb avec teneur en plomb lixiviable inférieure à 0.5 </p>	



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	mg/Kg - Les pots et récipient souillés, les EPI souillés hors service, les sacs des systèmes d'aspiration, les filtres des systèmes d'aspiration d'air, les chiffons souillés, les protections des sols et bâches de confinement seront évacués en installation de stockage de déchets dangereux.	

4° - TRAVAUX EXPOSANT A DES RADIATIONS IONISANTES EN ZONE CONTROLEE OU SURVEILLEE

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		

5° - TRAVAUX EXPOSANT LES TRAVAILLEURS AU CONTACT DE PIECES NUES SOUS TENSION SUPERIEURE A LA TBT ET TRAVAUX A PROXIMITE DE LIGNES ELECTRIQUES

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Travaux d'électricité de mise hors tension d'une zone de travaux / Risque d'électrisation Bâtiment non alimenté électriquement Consignation à vérifier	Les travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques situées à l'intérieur des locaux seront exécutés conformément aux articles R. 4534- 126 à 130 du code du travail. Mise hors tension des réseaux électriques avant les travaux de dépose par du personnel électricien habilité. Après mise hors tension du réseau l'entreprise établira une attestation de consignation du réseau de manière à ce que les entreprises interviennent sur la zone de travaux neutralisée. Port des EPI spécifiques aux travaux électriques.	Entreprise titulaire du marché

6° - TRAVAUX EXPOSANT A DES RISQUES DE NOYADE

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		

7° - TRAVAUX DE PUIITS, DE TERRASSEMENTS SOUTERRAINS, DE TUNNELS, DE REPRISE EN SOUS-ŒUVRE

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		

8° - TRAVAUX EN PLONGEE APPAREILLEE

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		



9° - TRAVAUX EN MILIEU HYPERBARE

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		

10° - TRAVAUX DE DEMOLITION, ... VOLUME INITIAL HORS OEUVRE > A 200 M3

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Travaux de démolition / Risque de chute de matériaux ou d'objets, bruit, émission de poussières, heurts d'engins	<p>Les travaux de démolition seront exécutés conformément aux articles R. 4534- 60 à 73 du code du travail.</p> <p>Protection de l'ensemble de la zone de démolition pour interdire l'accès aux personnes non autorisées, par mise en place de barrières jointives de type police et d'une signalisation de sécurité.</p> <p>Dans le cas d'émission de poussières lors des travaux de démolition mise en place d'un système d'arrosage de la zone concernée.</p> <p>Des protections mécaniques seront également mise en place afin d'éviter tout risque de projections et de chute de matériaux lors des travaux de démolition envers les riverains</p> <p>Port des EPI adaptés aux risques générés.</p>	Titulaire du marché

Extrait CCTP MOE :



EPF OCCITANIE

► Cahier des Clauses Techniques Particulières

7.1 Déconstruction mécanique des superstructures

L'entreprise procédera aux pré-terrassements nécessaires au dégagement des ouvrages et à la bonne séparation des matériaux (terres, terres végétales, etc.), puis aux opérations suivantes :

- Démolition depuis la parcelle 0077 du hangar sur l'ensemble de sa hauteur, tri et calibrage des matériaux démolis à l'avancement conformément aux prescriptions de l'**Annexe 1** – prescription techniques pour la déconstruction.
- Démolition depuis le jardin privé de la maison. Un tri et calibrage des matériaux démolis sera réalisé par l'entreprise à l'avancement conformément aux prescriptions de l'**Annexe** – prescription techniques pour la déconstruction.
- La démolition est exercée par un outil de type « pince à béton », dont l'action consiste à la mise en pression des éléments en béton (croquage) pour les démolir.

L'attention de l'entreprise est attirée sur :

- L'exiguïté du site et de l'accès, contraignant à limiter le gabarit (débattement) des engins de démolition et des camions de livraison et évacuation des déchets.
- La présence des maisons d'habitation voisinage du bâtiment. L'entreprise doit prévoir des mesures de réduction des poussières
- La proximité de la façade nord avec les ouvrages de la parcelles CT0025 : voir § ci-après.

Toutes les dispositions devront être prises pour empêcher tout effondrement de structure non maîtrisé et non anticipé. Un soin particulier devra être apporté aux manipulations à l'approche des éléments de façade dont la rupture subite des scellements peut conduire à des chutes d'objets lourds non maîtrisées. L'approche des joints de dilatation ainsi que le traitement des pignons doit être particulièrement surveillé et conduire à un phasage de démolition permettant la stabilité des ouvrages en cours de démolition.

Point particulier : Façades nord hangar et maison

Les murs de façade orienté au nord de la maison et du Hangar sont situés en limite de la parcelle CT0025 et entre 3.60 et 4.25 m de la façade d'un immeuble d'habitation (Copropriété). Ainsi le titulaire prévoira :

- Lors des travaux de déconstruction : L'immobilisation et l'interdiction d'accès à toute personnes à la courside sud de la parcelle CT0025, par la mise en place de moyen efficient (clôture de chantier, fermeture des portes, signalétique au préalable, information auprès de la copropriété et des riverains, ...). Le titulaire échangera directement avec la copropriété pour obtenir les autorisations d'accès et d'emprise de la courside. Les éventuelles frais et démarche sont à la charge du titulaire.
- Lors de des travaux de déconstruction des pignons nord : la mise en place d'un pare-gravats le long du pignon nord de la parcelle. Un nettoyage fin et minutieux en pied de façade sera réalisé avant mise remise à disposition de la courside aux copropriétaires.
- La déconstruction partielle de la façade nord avec
 - Conservations du pied de façade, y compris des soubassements, dans l'alignement du muret séparatif existant
 - Mise en place d'un enduit de protection pour stabiliser la tête de mur.
 - Mise en place d'une grillage simple torsadé et de potelet métallique, pour assurer une continuité de clôture homogène avec l'existant.



11° - TRAVAUX COMPORTANT L'USAGE D'EXPLOSIFS

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		

12° - TRAVAUX DE MONTAGE OU DE DEMONTAGE D'ELEMENTS PREFABRIQUES LOURDS

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		

13° - TRAVAUX COMPORTANT LE RECOURS A DES APPAREILS DE LEVAGE D'UNE CAPACITE > A 60 T X M

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		



Analyse de risques

1) Risques liés à l'accès au chantier

- Risque de collisions ou d'accrochage dû au trafic aux abords du site (accès au chantier)
- Mise en place de personnels habilités pour guider l'approche des convois lors des opérations d'approvisionnements lourds ou volumineux.
- Stockage interdit dans les zones de chantier pouvant nuire à la bonne visibilité lors des manœuvres et hors chantier ;
- Obligation de signalisation sonore et visuelle sur les engins de chantier
- Conduite d'engins contrôlés suivant la réglementation par des personnes en possession d'autorisation de l'employeur.
- Laisser en permanence une voie circulée pour les passages de véhicules prioritaires.

2) Risques liés aux collisions de personnes dues à la présence de public :

- Réaliser une zone de chantier indépendante et totalement balisée.
- Les zones de travaux seront entièrement isolées du public et réservé en totalité au chantier.

3) Risques liés à l'accès des personnes étrangères au chantier

- Prendre toutes les dispositions pour baliser les zones de travaux et interdire l'accès aux personnes non autorisées.

4) Risques de chute

- Circulations horizontales, fermeture et balisage des zones dangereuses.
- Chute de hauteur : Utilisation des protections collectives et des EPI.
- Risques de chutes de personnes : adapter les moyens d'accès et de travail en hauteur.
- Risques de chutes dues à l'encombrement des matériaux et matériels : évacuation à l'avancement des matériaux et matériels.
- Risques liés aux chutes d'objet : pas de superposition de tâches et balisage au sol des zones en travaux, avec information à tous les intervenants.

5) Chutes dues à l'élévation du personnel à partir d'éléments non adaptés

- Utilisation de moyens d'élévation munis de protections collectives contre les chutes de hauteur, suivant le sens du décret 2004-924, (utilisation échafaudage).
- Pas de superposition de tâches.

6) Risques liés à l'électrocution (base vie)

- Toutes les installations seront à vérifier au titre des installations de chantier avec attestation de conformité (organismes agréés par le Ministère du Travail). Voir liste sur le site INRS.
Rappel : « L'article 54 du décret du 14 novembre 1988 (J.O. du 24 novembre 1988) prévoit que l'inspecteur du travail peut mettre le chef d'établissement en demeure de procéder à une vérification de tout ou partie des installations par un vérificateur ou un organisme agréé. Le résultat est consigné dans un rapport dont la copie doit être communiquée dans les dix jours à l'inspecteur du travail.
L'arrêté du 10 octobre 2000 (J.O. du 17 octobre 2000) fixe l'objet et l'étendue des vérifications. Les conditions d'agrément sont fixées par l'arrêté du 21 décembre 1988 modifié »
- Un exemplaire du rapport de conformité au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 devra être tenu à disposition sur le chantier.
- Coffrets de chantier fermés à clef, disposant à l'extérieur d'un moyen de mise hors tension d'urgence. Interdiction d'ouverture par du personnel non habilité. Matériel conforme et en bon état.
- Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises :
Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement coffret PDC « prise de courant »



7) Risques liés aux zones d'ombre

- Le chantier sera éclairé afin de permettre la circulation des personnels en sécurité.

8) Risques liés à l'encombrement sur chantier

- Le chantier sera nettoyé et évacué de ses déchets tous les jours.
- Les zones de stockage seront délimitées (plan des installations de chantier), chaque entreprise exprimera ses besoins en matière de stockage.

9) Risques liés à l'évacuation (transport) de matériaux à l'extérieur, accès, circulation, etc....

- Accompagnement obligatoire des manœuvres d'engins par une personne jusqu'au point d'évolution de l'engin.
- Obligation d'avertisseur sonore et visuel sur les engins de travaux ou livraison.
- autorisation de conduite délivrée par le chef d'établissement.
- La praticabilité et le bon état des voies piétonnes et routières seront maintenus en permanence.
- R. 4534-11 : Lorsque le conducteur d'un camion exécute une manœuvre, notamment de recul, dans des conditions de visibilité insuffisantes, un ou plusieurs travailleurs dirigent le conducteur et avertissent, par la voix ou par des signaux conventionnels, les personnes survenant dans la zone où évolue le véhicule.

10) Risques liés aux écrasements de doigts, de pieds, etc.. et manutention

- Utiliser les EPI et des matériels de levage, de roulage adaptés aux situations et mettant en sécurité les personnes.
- Utiliser pour le levage des matériaux, des moyens mécaniques adaptés.
- Interdiction est faite de monter des matériels lourds et matériaux à partir d'échelles, qui sont réservées aux accès du personnel
- Port des EPI et utilisation de matériels conformes et adaptés.

11) Risques liés à l'utilisation de produits dégageant des vapeurs nocives :

- En informer le coordonnateur SPS avant utilisation et dans tous les cas, ventiler les lieux de travail et port des EPI adaptés, les FDS devront être transmises au CSPS et annexées au PPSPS.
- Rappel : R. 4535-8 : Lorsqu'ils sont exposés ou susceptibles d'être exposés à des agents chimiques dangereux autres que des agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, les travailleurs indépendants ainsi que les employeurs qui exercent directement une activité sur un chantier de bâtiment et de génie civil sont soumis aux dispositions relatives aux risques d'exposition aux agents chimiques dangereux suivantes :
 - Mesures et moyens de prévention prévus aux articles R. 4412-11 à R. 4412-22 à l'exception du 3° de l'article R. 4412-11 ;
 - Vérifications des installations et appareils de protection collective prévues aux articles R. 4412-23 et R. 4412-26
 - Mesures en cas d'accident ou d'incident, prévues aux articles R. 4412-33 à R. 4412-37 ;
 - Surveillance médicale prévue aux articles R. 4412-44 à R. 4412-57.

12) Risques liés aux manutentions pour le personnel :

- Limiter les manutentions manuelles par l'utilisation de moyens mécaniques

13) Risques liés aux moyens d'accès peu adaptés aux zones de travail

- Prévoir pour l'accès aux différentes zones de travail, dès le début des travaux, des accès sécurisés.

14) Risque d'électrocution

- Prioriser les travaux hors tension, faire la consignation des réseaux par du personnel habilité et dûment qualifié.
- Condamner tous les circuits concernés par les travaux.

15) Risques liés à l'ouverture des terrains et fouilles

- Les entreprises Titulaires des Lots concernés procèderont avant tous travaux à la production d'une DICT.
- Rappel : R. 4534-22 : Afin de prendre s'il y a lieu les mesures de sécurité appropriées et avant de commencer des travaux de terrassement, l'employeur s'informe auprès du Maître d'Ouvrage :
 - De l'existence éventuelle de terres rapportées ;
 - De l'emplacement et de la nature des canalisations ou câbles souterrains pouvant se trouver dans la zone où les travaux seront entrepris ;
 - Des risques d'imprégnation du sous-sol par des émanations ou produits nocifs.



- Réaliser les fouilles à l'avancement et remblayer dès que possible.
- Baliser en permanence tout obstacle dans les zones actives de travaux.
- Balisage et mise en place de barrières métalliques autour des fouilles.

16) Risques d'ensevelissement,

Sans objet pour le projet

17) Risques liés à la découverte de produits à base d'amiante.

- **Arrêt immédiat des travaux : informer le Maître d'Ouvrage, le MOE et le Coordonnateur SPS.**

18) Risques liés à l'utilisation d'engins auto-moteur de levage

- L'entreprise utilisatrice vérifiera avant tous travaux la nature des surfaces de roulement (stabilité des sols) et la portance du sol en position de levage.
- Autorisation de conduite obligatoire délivrée par l'employeur.
- Adéquation de levage à effectuer.

19) Risques explosion / incendie

- Vérification Générale Périodique (VGP) des engins à jour et conforme.
- Les travaux par point chaud nécessiteront la présence d'extincteurs à proximité (adaptés et contrôlés).

20) Risques d'empalement

Des mesures appropriées sont prises pour éviter les risques d'empalement et d'éventration liés à la présence de ferrailles ou autres (verticales et horizontales).

21) Risques liés aux vibrations

Les engins engendrent des vibrations souvent élevées pouvant causer des troubles. Ces troubles sont connus sous le nom de syndrome des vibrations et sont couverts par le tableau 69 des maladies professionnelles.

Des mesures de préventions sont à prendre :

- Réduction des vibrations à la source : bon choix de machine et outil, entretien régulier du matériel, formation.
- Réduction de la transmission des vibrations (système anti-vibratiles)
- Réduction du temps d'exposition.

22) Chutes de plain-pied :

- Matérialiser clairement les zones à risques (balisage...), installer des protections collectives si besoin
- Aménager les cheminements piétons
- Tenir les zones de travail propres et dégagées
- Maintenir l'état des accès piétons

23) Risques météorologiques :

- Interrompre le travail en cas de conditions particulières pouvant avoir une incidence sur l'intégrité physique du personnel des entreprises.
- Risque d'orage (foudre) : les travaux seront arrêtés pendant les orages.
- Risque canicule :

Dès l'activation du plan Canicule et par période de forte chaleur, il est indispensable de prendre des mesures appropriées pour diminuer la contrainte de travaux réalisés par fortes chaleurs.

- Sensibilisation du personnel au « coup de chaleur »
- Combattre la déshydratation en mettant à disposition du personnel de l'eau réfrigérée (non glacée) en quantité suffisante : 3 litres d'eau par personne et par jour.
- aménagement d'horaires décalés si possible et des temps de pause.
- Mise à disposition de locaux climatisés pour les pauses.



24) Risques dus à la présence de réseaux en charge ou sous tension

- En amont des travaux, les maîtres d'ouvrage et entreprises qui prévoient des travaux à proximité de réseaux de toutes catégories (gaz, électricité, télécommunications, eau, assainissement, etc.), sont tenus d'adresser une déclaration préalable aux exploitants de ces réseaux.
- Les maîtres d'ouvrage et entreprises ont l'obligation, afin de connaître la liste des exploitants de réseaux :
 - soit de consulter le guichet unique de recensement des réseaux,
 - soit de s'adresser à un prestataire ayant passé une convention avec l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris), gestionnaire du guichet unique.
- Dès le stade de l'élaboration d'un projet de travaux, et avant de lancer le dossier de consultation des entreprises (DCE), le maître d'ouvrage doit envoyer une déclaration de projet de travaux (DT) au moyen du formulaire CERFA .
- L'entreprise doit adresser une DICT à chaque exploitant d'ouvrage concerné au moyen du formulaire CERFA , qui est le même formulaire que celui relatif à la déclaration de projet de travaux (DT) dans lequel le volet DT doit être rempli.
- **Matérialisation au sol des réseaux enterrés.**
- Consignation ou neutralisation des réseaux en service : **PV de consignation à réaliser attestant que les réseaux sont sécurisés.**
- Interdiction de tout rejet dans les réseaux existants.
- Interdiction de tout stockage, sur chantier, d'hydrocarbure, d'huiles ou autres produits nocifs, en dehors de containers adaptés avec bacs de rétention.
- Personnel formé AIPR.

25) Risques liés à la dépose de matériaux amiantés

Voir RAAT

26) Risques liés au Plomb

Voir diagnostic avant travaux.

27) Risques liés aux travaux de démolition

Voir chapitre précédent



Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux seront exécutés à proximité de lieux habités et fréquentés nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux occupants et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

L'entreprise titulaire veillera à limiter les nuisances :

- Sonores : horaire de réalisation des travaux de démolition. Le titulaire se référera aux arrêtés préfectoraux régissant les horaires de travaux bruyants.
- Poussières : mise en place de moyen de brumisation pour réduire l'émission de poussières.

Le public aura la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

Horaires de chantier imposés

L'Entrepreneur doit se conformer strictement aux instructions du Maître d'ouvrage en ce qui concerne les heures d'entrée et de sortie des ouvriers.

Les horaires d'ouverture du chantier seront fixés au démarrage des travaux.

Néanmoins les entreprises devront respecter la législation en termes d'amplitude horaire et devront assurer la sûreté du site.

Horaires et contraintes de livraisons

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. **La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil. (Protocole de livraison)**

Les entreprises cadreront les opérations afin d'éviter toute situation de gêne en matière de sécurité pour le chantier et son environnement.

Les livreurs (locataires) / prestataires devront être accompagnés en permanence et devront être équipés de leurs EPI (casque, chaussures de sécurité, gilet haute visibilité).

Mise en place d'un homme trafic afin d'assurer la bonne circulation aux abords du chantier, notamment lors des livraisons importantes.

SITE EN EXPLOITATION

Sans objet pour le projet

Pour des travaux de réhabilitation sur un site occupé, le risque incendie et l'évacuation des personnes en cas d'incendie sont à prendre en compte en priorité.

Risque incendie

Pour tout travail de soudage, ou risquant de provoquer des étincelles ou par point chaud, un permis de feu établi par le chef d'établissement devra être obligatoirement délivré avant toute intervention.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications sera maintenu à proximité de la zone d'intervention.

Il est interdit d'utiliser des produits inflammables dont le point éclair est inférieur à + 40° sinon, il n'y aura aucune co-activité pendant l'utilisation de produits à risques.

Quelques recommandations :

- Vérification des mises à disposition des équipements (PV de mise à disposition / consignation réseaux)
- Extincteur approprié aux risques et à jour des vérifications disposé à proximité de la zone d'intervention
- Surveillance en continue de l'opération.
- Port des EPI spécifiques
- Utilisation de matériel conforme, adapté à l'opération et en bon état
- Evacuation des combustibles à proximité avant démarrage des travaux
- Protection de la zone de travail
- Arrêt des travaux de feu 2 h avant la fin du poste.

Evacuation des personnes en cas d'incendie

En cas de modification du plan d'évacuation en cas d'incendie (condamnation d'une issue de secours, réalisation d'un cloisonnement...), le bureau de contrôle ou la commission de sécurité donnera un avis

Dans les E.R.P., le plan d'installation de chantier sera soumis pour avis au chef d'établissement.

En fonction des travaux un nouveau plan d'évacuation sera réalisé en indiquant le point de rassemblement de l'établissement, l'accès pompiers, la circulation des personnes...

EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.

Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

NETTOYAGE DU CHANTIER

Règles générales de nettoyage du chantier

- L'entreprise titulaire du marché aura en charge la gestion de ces déchets.
- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement
- Les dessertes des bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.

DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

L'entreprise mettra tout en œuvre pour recycler ou réemployer un maximum d'équipements, produits, matériaux ou déchets.

Extrait CCTP MOE : Gestion des produits, équipements, matériaux et déchets

Le titulaire devra respecter les prescriptions de l'Annexe 1 – gestion des déchets

Dans l'optique d'un chantier respectueux des enjeux environnementaux, une gestion spécifique des déchets devra être mise en place.

Ainsi, au-delà du tri des déchets aux catégories DI / DND / DD, l'entreprise sera tenue d'effectuer un tri affiné au sein de ces catégories, notamment en termes de DND, incluant la séparation des plâtres, métaux, bois etc. avec comme objectif un recyclage / revalorisation poussé des matériaux.

L'entreprise indiquera les modes de valorisation envisagés dans le cadre de son SOGED. Elle fournira également les tableaux de synthèse et justificatifs de valorisation provenant des sites de recyclage/transformation qu'elle aura désignés.

Le Maître d'Ouvrage souhaite imposer un haut niveau d'exigence environnemental relativement aux taux de recyclage / revalorisation imposés à l'entreprise ; ainsi le taux de valorisation des déchets non dangereux attendu dans le cadre des travaux est à minima de 90% (en masse).

Les Produits-Equipements-Matériaux-Déchets seront, si possible, réemployés en priorité sur place ; dans le cas contraire, ils seront réorientés vers des filières de réemploi (ou de réutilisation), ou de recyclage conformément à la pyramide de hiérarchisation des traitements et des gisements présentées en Annexe 1 – Gestion des matériaux et déchets

Les taux de recyclage seront évalués en tonnage de matériaux.

La préparation des travaux et le mode de choix de la filière ainsi que les méthodes de démontage et stockage selon les types de matériaux et le suivi des opérations de gestion des PEMD et les nombreux documents à produire par le titulaire sont explicités en Annexe – gestion des matériaux et déchets et – documents à produire.



Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif sera d'organiser les premiers secours sur le chantier rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

(Se) Protéger / Alerter / Secourir

PROTEGER



Avant toute intervention et afin d'éviter tout «sur accident» il faut écarter toute source de danger.

Pour cela il convient de se protéger, protéger la victime ainsi que les personnes aux alentours.

Exemple : en cas d'accident de la circulation, baliser la zone concernée.

ALERTER

Un message d'alerte doit renseigner sur :



- ✓ le nom et n° de téléphone de l'appelant,
- ✓ l'adresse exacte,
- ✓ la nature du problème et les risques éventuels (incendie, émanation de produits chimiques...),
- ✓ le nombre et l'état des personnes concernées (victimes conscientes, inconscientes, saignement...),
- ✓ les premières mesures prises (balisage de la zone, coupure du courant...),
- ✓ les gestes effectués par les secouristes présents.

NE PAS RACCROCHER EN PREMIER

ENVOYER UNE PERSONNE POUR ATTENDRE PUIS GUIDER LES SECOURS

Appeler : POMPIERS : tél. 18 ou SAMU : tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112

en donnant les informations suivantes :

1. ICI CHANTIER, à
2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
4. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée dans la zone chantier pour faciliter les instructions données par téléphone.

Les numéros de téléphone d'urgence à connaître :



15	17	18	112
SAMU Service d'Aide Médicale Urgent <i>Pour obtenir l'intervention d'une aide médicale lors d'une situation de détresse vitale ainsi que pour être redirigé vers un organisme de permanence de soins.</i>	POLICE SECOURS <i>Pour signaler une infraction qui nécessite l'intervention immédiate de la police.</i>	SAPEURS- POMPIERS <i>Pour signaler une situation de péril ou un accident concernant des biens ou des personnes et obtenir leur intervention rapide</i>	N° d'appel d'urgence européen <i>Si vous êtes victime ou témoin d'un accident dans un pays de l'Union Européenne</i>

SECOURIR

Les gestes de premiers secours doivent être pratiqués par un secouriste.



Dans tous les cas :

- ✓ Ne jamais déplacer la victime, et notamment en cas de traumatisme (coup, chute, faux mouvement...) sauf si c'est pour la soustraire à un danger grave et imminent auquel elle ne peut se soustraire elle-même ou si les secours donnent des consignes particulières,
- ✓ Réconforter et couvrir la victime en attendant les secours,
- ✓ Respecter la procédure de conduite à tenir en cas d'accident de votre structure.

**SIGNALER TOUT TYPE D'ACCIDENT AFIN DE RENSEIGNER SUR D'EVENTUELS
RISQUES OU DYSFONCTIONNEMENTS DEVANT ETRE TRAITES AFIN D'EVITER QU'UN
ACCIDENT PLUS GRAVE NE SE PRODUISE.**

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

INFIRMERIE

Sans objet pour le projet

DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux sous tension ;

L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

RISQUE INCENDIE

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières.

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;
- vestiaires ;
- réfectoire.

Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage ;
- utilisation de produits inflammables (peintures...).

Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18.

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.



Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Les principales obligations de l'entrepreneur désigné par le maître de l'ouvrage

- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention (art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L.4531-2 et L. 4534-1) en phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves.
- Rédiger et tenir à jour les PPSPS simplifiés pour les entreprises exécutant des travaux présentant des risques particuliers, les transmettre aux organismes de prévention IT, CARSAT/CRAM et OPPBTP, au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage (art. L.4532-9, R. 45732-75 et 76).
- Respecter les obligations résultant du plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (Art. L. 4531-1 à L. 4531-18).
- Viser le registre journal de la coordination SPS et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS (art. L. 4531-1 à L. 4531-18) ;
- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux (art. R. 4532-38).
- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS.

Etablissement obligatoire d'un PPSPS simplifié

Les entreprises exécutant des travaux présentant des risques particuliers doivent rédiger un PPSPS simplifié avant toute intervention sur le chantier après avoir effectué la visite d'inspection commune, avec le coordonnateur SPS (article R. 4532-38 1° du code du travail).

L'objectif du PPSPS simplifié étant d'évaluer les risques et d'écrire les consignes à observer ou à transmettre aux travailleurs appelés à intervenir sur le chantier et les conditions de santé et de sécurité dans lesquelles vont être exécutés les travaux

Délais et règle de diffusion du PPSPS simplifié

L'entrepreneur tenu de réaliser un PPSPS simplifié dispose d'un délai de 30 jours, article R.4532-56 du code du travail, pour établir son PPSPS simplifié.

La diffusion du PPSPS simplifié est la suivante :

- ⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au coordonnateur SPS :



DEKRA Industrial
AGENCE NOUVELLE AQUITAINE
Centre d'Affaires du Lescourre
5 Rue Satao
64230 LESCAR

- ⇒ après avis 1 exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS ;
- ⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;
- ⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CHSCT ou les délégués du personnel.
- ⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT/CRAM et à l'OPPBTP, avec avis éventuel du médecin du travail, du CHSCT ou des délégués du personnel.



VISITE D'INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit demander à procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

En application de l'article R. 4532-13 du code du travail, le coordonnateur SPS doit procéder à une visite d'inspection commune avec toutes les entreprises, quelles que soient leur rang, préalablement à l'élaboration de leurs PPSPS simplifié pour les travaux présentant des risques particuliers et leurs interventions sur le chantier pour les autres entreprises.

L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.

Le coordonnateur SPS confirmera en retour la date de la visite d'inspection commune prise d'un commun accord.

Un imprimé modèle de demande de rendez-vous pour une VIC est joint en annexe au présent P.G.C.

Au cours de cette visite d'inspection commune, sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :

- les consignes à observer et à transmettre,
- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune est consignée sur le registre journal de la coordination SPS.

SOUS-TRAITANT

Avant toute intervention sur le chantier, le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS simplifié s'il est appelé à exécuter des travaux à risques particuliers.

L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et protection de la santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.

Ce document pourra être son propre PPSPS simplifié.

A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS simplifié, il dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS simplifié.

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1^{er} janvier 1997.

Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS simplifié avant toute intervention sur le chantier (articles R. 4535-1 et 4535-2 du code du travail).

TRAVAIL DISSIMULE

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.



PRET DE MAIN D'OEUVRE

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.



Annexes

- 01 : Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage
- 02 : Demande de rendez-vous pour la visite d'inspection commune
- 03 : Documents et procédures nécessaires à l'établissement du DIUO en fin de travaux
- 04 : Installations obligatoires sur les chantiers du BTP
- 05 : Fiche « en cas d'accident »
- 06 : Plan d'Installations Chantier
- 07 : Diagnostics avant travaux



ANNEXE 1
LISTE DES LOTS ET/OU ENTREPRISES
DESIGNES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
Lot Unique : Désamiantage - déplombage / Curage / Déconstruction	T			



ANNEXE 02

Demande de rendez-vous pour la visite d'inspection commune

(à établir par toute entreprise intervenant sur le chantier conformément
aux prescriptions du PGC)

Entreprise titulaire : _____

Entreprise sous-traitante : _____ pour le compte de : _____

Adresse : _____

Interlocuteur : _____

Tél / Fax : _____

Lot ou nature des travaux réalisés _____

Date prévisionnelle de début de travaux : _____

N.B. : Le présent formulaire doit être transmis au coordonnateur SPS deux semaines avant la date prévue d'intervention sur le chantier. Présence de l'entreprise titulaire obligatoire à l'inspection commune de son sous-traitant.

Signature du demandeur :

A retourner à :

PASCAL DOMENGE

DEKRA Industrial

Centre d'Affaires du Lescourre

5 Rue Satao

64230 LESCAR

Tel 05.59.77.88.71 - Mail pascal.domenge@dekra.com

Coupon réponse :

PAU, le _____

Rendez-vous pris d'un commun accord, le _____ à _____ heures.

PASCAL DOMENGE

Coordonnateur SPS titulaire en phase réalisation



ANNEXE 03

Documents et procédures nécessaires à l'établissement du **« Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage »**

Les entreprises ayant réalisés le chantier sont concernées par la remise des plans et notes techniques dont les **bordereaux d'enregistrement** sont à remettre au Coordonnateur SPS qui les intégrera au D.I.U.O.

Les bordereaux d'enregistrement seront établis par les entreprises en reprenant la liste des plans et notes techniques concernés par la sécurité lors des interventions ultérieures sur l'ouvrage et utiles pour l'exploitation du DIUO.

Les bordereaux d'enregistrement seront diffusés au CSPS pour finalisation du DIUO avant remise à la MOA.

ANNEXE 04



Organisme Professionnel
de Prévention du Bâtiment
et des Travaux Publics

H3 M 02 97

Mémo-pratique

Le tableau ci-dessous rappelle les dispositions applicables aux entreprises dans le domaine des installations d'accueil sur chantier. La loi du 31/12/93 et ses décrets d'application prévoient la définition et les modalités de ces installations par le coordonnateur (voir au dos).

- Dispositions réglementaires de droit commun,
- Dispositions réglementaires pour les cas particuliers de certains chantiers d'une durée inférieure à 4 mois.
- Conseils de l'OPPBTP



Installations d'accueil des salariés sur chantiers

INSTALLATIONS D'ACCUEIL DANS LES CHANTIERS		DURÉE DU CHANTIER		OBSERVATIONS, CAS PARTICULIERS	CODE DU TRAVAIL
		> 4 mois	< 4 mois		
Tous locaux		■	■	Aérés, éclairés et chauffés tenus en état de propreté constant	L. 232-1
			■	– Si les locaux fixes ne sont pas adaptés, possibilité d'utiliser des véhicules de chantier, spécialement aménagés à cet effet, qui doivent pouvoir répondre aux mêmes besoins ; Pour un chantier de travaux souterrains, le local-vestiaire doit se trouver au jour ; – Le local en sous-sol n'est toléré qu'exceptionnellement, à défaut d'autre solution. Il n'est accepté que si il est possible de l'aérer et de l'éclairer convenablement, et de le tenir en état constant de propreté.	D. 8/01/65 art. 187 et 188
Local vestiaire	Armoires vestiaires	■	■	Ininflammables, à 2 compartiments	D. 8/01/65 art. 187 R. 232-2-2
			■	si le chantier est trop exigu pour des armoires, possibilité de les remplacer par des palettes en nombre suffisant	D. 8/01/65 art. 187
	Sièges	■	■	en nombre suffisant (1 par salarié ou bancs)	D. 8/01/65 art. 187 R. 232-2-2
Local Réfectoire	Tables et chaises	■	■	en nombre suffisant, nettoyage après chaque repas	D. 8/01/65 art. 190
(dès que des salariés prennent leur repas sur le chantier)	Appareil de réchauffage ou de cuisson	■	■	chauffe-gamelle, cuisinière ou micro-ondes, avec consignes d'utilisation	D. 8/01/65 art. 190
	Eau potable fraîche et chaude	■	■	* un robinet pour 10 usagers conseillé (obligatoire dès que 25 salariés prennent leur repas)	R. 232-10-1
	Garde-manger ou réfrigérateur	■	■	* réfrigérateur conseillé	D. 8/01/65 art. 190
Eau potable	Pour la boisson	■	■	eau potable fraîche, 3 litres au moins par jour et par travailleur	D. 8/01/65 art. 191
Sanitaires	Lavabos	■	■	Lavabos, 1 au moins pour 10 travailleurs ou système de rampes équivalent	R. 232-2-3
	Eau pour se laver	■	■	eau courante à température réglable	D. 232-2-3
			■	si l'eau courante est impossible, possibilité de se raccorder sur un réservoir, avec quantité suffisante. Si possible, l'eau doit être à température réglable	D. 8/01/65 art. 189
	Moyens de nettoyage, séchage ou essuyage	■	■	savon liquide adapté, rouleaux tissu ou sècheurs électriques adaptés	D. 8/01/65 art. 189 R. 232-2-3
Cabinets d'aisance (WC, urinoire)		■	■	un cabinet et un urinoir pour 20 (ou 2 cabinets) papier hygienique un cabinet au moins avec poste d'eau	D. 8/01/65 art. 192 R. 232-2-5
Douches		■	■	* Installation conseillée une douche pour 8 personnes est obligatoire pour les travaux insalubres ou salissants, définis par décrets.	R. 232-2-4

Refonte 1997 : annule et remplace les éditions précédentes



ANNEXE 05



En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18	112	15
Pompiers	Centre d'appels secours	Samu

et dites...

1 Ici chantier

À (commune ou arrondissement)

N° Rue

en face de

Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident...

(Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...)
... et la position du blessé (par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...)
... et s'il y a nécessité de dégagement.

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message. Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste à jour mentionnant leurs noms doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou sur leur tenue de travail.



AS A 01 08

ANNEXE 06

Plan de principe d'Installation Chantier

Le plan d'installation de chantier qui suit fait figurer les modifications de voiries qui sont à prévoir dans le cadre du marché général. L'entreprise titulaire du présent lot devra prévoir les demandes d'autorisation sur l'espace public en vue de son installation de chantier.



ANNEXE 07

Diagnostics avant travaux (en pièce jointe)

